

CHAPITRE 8. — *Traitement et protection des données*

Art. 24. L'entité compétente est un responsable de traitement au sens de l'article 4, point 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, ci-après dénommé "règlement général sur la protection des données".

Les catégories de personnes concernées dont les données personnelles peuvent être traitées sont les suivantes:

- 1° agriculteurs;
- 2° les personnes qui peuvent représenter les bénéficiaires sur le guichet électronique de l'entité compétente.

Pour l'exécution du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, les catégories de données suivantes, qui sont directement ou indirectement liées aux données à caractère personnel, peuvent être traitées:

- 1° les données d'identification;
- 2° les données de paiement;
- 3° les données de la parcelle.

Les données à caractère personnel sont traitées sur la base de la justification, mentionnée à l'article 6, alinéa 1, point e), du règlement général sur la protection des données, à savoir "l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement".

La finalité du traitement des données est de fournir des subventions.

CHAPITRE 9. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 25. L'arrêté du Gouvernement flamand du 30 juillet 2014 portant octroi de subventions pour la plantation de systèmes agroforestiers en application du Programme flamand de Développement rural pour la période de programmation 2014-2020, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand du 19 décembre 2014 en 14 septembre 2018, est abrogé.

Par dérogation au premier alinéa, l'arrêté précité reste applicable aux subventions, demandées et accordées conformément à cet arrêté.

Art. 26. Le présent arrêté s'applique aux demandes d'aide à la plantation d'un système agroforestier présentées à partir du 1^{er} janvier 2023 et aux engagements pour le maintien d'un système agroforestier pris à partir du 1^{er} janvier 2023.

Art. 27. Si des modifications des dispositions, visées au chapitre 4, résultant de changements dans les normes obligatoires, exigences ou obligations, mentionnées à l'article 70, alinéa 7, du règlement (UE) 2021/2115, affectent les engagements pris pour cette mesure, l'agriculteur peut choisir de mettre fin à l'engagement.

Dans ce cas, l'agriculteur conserve le droit à l'aide pour la période pendant laquelle l'engagement a été appliqué.

Art. 28. Le présent arrêté produit ses effets à compter du 1^{er} janvier 2023.

Art. 29. Le ministre flamand, compétent de l'agriculture, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, 21 avril 2023.

Le Ministre-Président du gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Economie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Economie sociale et de l'Agriculture,

J. BROUNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/40584]

9 FEVRIER 2023. — Décret portant diverses dispositions visant à faciliter la mise en oeuvre des apprentissages de la formation manuelle, technique, technologique et numérique (FMTTN) et de l'éducation culturelle et artistique (ECA)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 7 février 2019 relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires est remplacé par ce qui suit:

«*Décret relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils et de matériels pédagogiques, et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires.*»

Art. 2. Dans l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

a) il est inséré un 3°/1 rédigé comme suit:

«3°/1 «Matériel pédagogique», le matériel visé au paragraphe 4 de l'article 3 et nécessaire à la mise en oeuvre des apprentissages de la formation manuelle, technique, technologique et numérique (FMTTN) et de l'éducation culturelle et artistique (ECA) définis dans les référentiels du tronc commun, visés à l'article 1.4.2-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.»;

b) il est inséré un 7°, un 8° et un 9°, rédigés comme suit:

«7° «Code de l'enseignement», le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

8° «Tronc commun», l'enseignement tel que défini à l'article 1.2.1-5 du Code de l'enseignement;

9° «Subvention», l'aide financière accordée pour couvrir les dépenses prévues par le présent décret à destination de l'ensemble des établissements scolaires de la Communauté française.».

Art. 3. Dans le même décret, l'intitulé du Titre I^{er} est remplacé par ce qui suit:

«Titre I^{er}. – De l'acquisition des manuels scolaires, des ressources numériques, des outils et matériels pédagogiques et des livres de littérature».

Art. 4. Dans l'article 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le paragraphe 1^{er}, les mots «et de matériels» sont insérés entre les mots «des outils» et le mot «pédagogiques»;

b) dans le paragraphe 1^{er}, le 2^o et le 3^o sont remplacés par ce qui suit:

«2^o la conformité avec les savoirs, savoir-faire et compétences du référentiel de compétences initiales ou des référentiels du tronc commun, et les profils de certification des articles 1.4.2-1, 1.4.2-2, 1.4.3-1, et 1.4.3-2, § 4, du Code de l'enseignement ou avec les socles de compétences, les compétences, les savoirs et les profils de formation visés aux articles 16, 25, 35, et 39 bis, § 1^{er}, du décret missions;

3^o la prise en compte des missions prioritaires et des missions spécifiques définies aux articles 1.4.1-1, 1.4.1-2, 1.4.1-4, 1.4.3-2 et 1.5.1-8 du Code de l'enseignement ou aux articles 13, 15, 24 et 34 du décret missions. Dans ce cadre, une attention particulière est réservée aux pratiques de différenciation, à l'évaluation formative et aux stratégies de remédiation.»;

c) l'article 3 est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit:

«§ 4. Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, l'acquisition des matériels pédagogiques n'est pas visée par la procédure de labellisation.

Le Gouvernement arrête les listes, pour le niveau de l'enseignement primaire d'une part, et pour le degré inférieur de l'enseignement secondaire d'autre part, des matériels pédagogiques nécessaires à la mise en œuvre des apprentissages de la formation manuelle, technique, technologique et numérique (FMTN) et de l'éducation culturelle et artistique (ECA), sur avis du Service général de l'Inspection, en cohérence avec les attendus définis dans les référentiels du tronc commun visés à l'article 1.4.2-2 du Code de l'enseignement. L'avis du Service général de l'Inspection peut être rendu d'initiative. Le mobilier de classe usuel, les appareils de reprographie dits «photocopieuses» et le volet numérique de la formation manuelle, technique, technologique et numérique (FMTN) sont exclus de ces listes.

Ces matériels pédagogiques sont à l'usage exclusif des élèves et des membres de l'équipe pédagogique dans le cadre des apprentissages visés à l'alinéa 2.».

Art. 5. Dans le même décret, l'intitulé du Titre II est remplacé par ce qui suit:

«Titre II. – Du financement de l'acquisition des manuels scolaires, des ressources numériques, des outils et matériels pédagogiques et des livres de littérature».

Art. 6. L'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Le Gouvernement octroie annuellement des subventions pour un montant global de 3.657.000 euros. Ce montant est destiné à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils et de matériels pédagogiques et de livres de littérature.».

Art. 7. Dans l'article 5, §§ 8 à 11, du même décret, les mots «et de matériels» sont chaque fois insérés entre les mots «d'outils» et le mot «pédagogiques».

Art. 8. À l'article 7 du même décret, les mots «et de matériels» sont insérés entre les mots «des outils» et le mot «pédagogiques».

Art. 9. Dans l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

a) les paragraphes 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit:

«§ 3. Si, dans le cadre d'un contrôle visé au paragraphe 1^{er}, il apparaît qu'un manuel scolaire ou une ressource numérique ou un outil pédagogique non labellisé a été acquis à l'aide de la subvention visée à l'article 4, le montant de la subvention relative à cette acquisition doit être ristourné aux Services du Gouvernement dans un délai de soixante jours.

§ 4. Si, dans le cadre d'un contrôle visé au paragraphe 1^{er}, il apparaît qu'un manuel scolaire ou une ressource numérique ou un outil pédagogique ne respectant pas les exigences visées à l'article 3, § 1^{er}, 2^o et 3^o, a été acquis à l'aide de la subvention visée à l'article 4, le montant de la subvention relative à cette acquisition doit être ristourné aux Services du Gouvernement dans un délai de soixante jours.»;

b) l'article 8 est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit:

«§ 5. Si, dans le cadre d'un contrôle visé au paragraphe 1^{er}, il apparaît qu'un matériel pédagogique non repris dans les listes visées au paragraphe 4 de l'article 3, ou ne respectant pas les exigences visées à l'article 3, § 1^{er} et § 4, a été acquis à l'aide de la subvention visée à l'article 4, le montant de la subvention relative à cette acquisition doit être ristourné aux Services du Gouvernement dans un délai de soixante jours.».

Art. 10. Dans le même décret, il est inséré un article 11bis rédigé comme suit:

«Article 11bis. Pour l'enseignement ordinaire, la subvention visée à l'article 4 peut être destinée à l'utilisation de matériels pédagogiques à partir de l'année scolaire où les établissements débutent la mise en œuvre du tronc commun.

Pour l'enseignement spécialisé, la subvention visée à l'article 4 peut être destinée à l'utilisation de matériels pédagogiques à partir de l'année scolaire 2022-2023 pour le niveau d'enseignement primaire, et à partir de l'année scolaire 2026-2027 pour le niveau d'enseignement secondaire.».

Art. 11. Dans les articles 24 et 34 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les mots «à l'article 6» sont remplacés par les mots «à l'article 1.4.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire».

Art. 12. Dans le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, à l'article 3, les termes «17. de donner un avis motivé sur la répartition des crédits destinés à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires conformément à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o du décret du 7 février 2019 relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires.» sont remplacés par «17. de donner un avis motivé sur la répartition des crédits destinés à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils et de matériels pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires conformément à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o du décret du 7 février 2019 relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils et de matériels pédagogiques, et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires.».

Art. 13. Pour l'exécution de l'habilitation prévue par l'article 3, § 4, du décret du 7 février 2019 précité, tel que modifié par l'article 4, c), du présent décret, l'arrêté fixant les listes visées par cette disposition produit ses effets à partir de l'année scolaire 2022-2023.

Art. 14. Le présent décret produit ses effets à partir de l'année scolaire 2022-2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 février 2023.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 484-1. – Amendement(s) en commission, n° 484-2 - Rapport de commission, n° 484-3 – Texte adopté en commission, n° 484-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 484-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 8 février 2023

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/40584]

9 FEBRUARI 2023. — Decreet houdende diverse bepalingen ter vergemakkelijking van de organisatie van de leeractiviteiten van de manuele, technische, technologische en digitale opleiding (FMFTN) en van de culturele en artistieke opvoeding (ECA)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische middelen en literatuurboeken in schoolinrichtingen wordt vervangen door:

"Decreet betreffende de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische instrumenten en lesmateriaal, en literatuurboeken in schoolinrichtingen".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het volgende nieuwe punt 3°/1 wordt ingevoegd:

"3°/1 "Lesmateriaal": het materiaal, bedoeld in artikel 3, vierde paragraaf, dat nodig is voor de organisatie van de leeractiviteiten van de manuele, technische, technologische en digitale opleiding (FMFTN) en van de culturele en artistieke opvoeding (ECA) bepaald in de referentiekaders van de gemeenschappelijke kern, bedoeld in artikel 1.4.2-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs."

b) er worden een 7°, een 8° en een 9° ingevoegd, die als volgt luiden:

"7° "Onderwijswetboek": het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

8° "Gemeenschappelijke kern": het onderwijs zoals gedefinieerd in artikel 1.2.1-5 van het Onderwijswetboek;

9° "Subsidie" : de financiële steun die ter dekking van de door dit decreet bedoelde kosten wordt toegekend aan alle schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap."

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Titel I vervangen door de volgende tekst:

"Titel I. - De aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische instrumenten en lesmateriaal en literatuurboeken".

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1 worden de woorden "en lesmateriaal" ingevoegd na de woorden " pedagogische instrumenten ";

b) in paragraaf 1 worden de punten 2° en 3° vervangen door de volgende tekst:

"2° conformiteit met de kennis, knowhow en competenties van het referentiekader basisvaardigheden of de referentiekaders van de gemeenschappelijke kern en de certificeringsprofielen van de artikelen 1.4.2-1, 1.4.2-2, 1.4.3-1 en 1.4.3-2, § 4, van het Onderwijswetboek of met de kernvaardigheden, vaardigheden, kennis en opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 16, 25, 35 en 39bis, § 1, van het opdrachtendecreet;

3° rekening houdend met de prioritaire opdrachten en specifieke opdrachten bepaald in de artikelen 1.4.1-1, 1.4.1-2, 1.4.1-4, 1.4.3-2 en 1.5.1-8 van het Onderwijswetboek of in de artikelen 13, 15, 24 en 34 van het opdrachtendecreet. Binnen dit kader wordt bijzondere aandacht besteed aan differentiatiepraktijken, formatieve evaluatie en remediërende strategieën."

c) artikel 3 wordt aangevuld met de volgende paragraaf 4:

"§ 4. In afwijking van de paragrafen 2 en 3 valt de aanschaf van lesmateriaal niet onder de labeltoekenningsprocedure.

De regering stelt, op advies van de Algemene Inspectiedienst, voor het niveau van het lager onderwijs, enerzijds, en voor de lagere graad van het secundair onderwijs, anderzijds, de lijsten op van de lesmiddelen die nodig zijn voor de organisatie van de leeractiviteiten van de manuele, technische, technologische en digitale opleiding (FMTTN) en van de culturele en artistieke opvoeding (ECA), overeenkomstig de verwachtingen die zijn vastgelegd in de referentiekaders van de gemeenschappelijk kern, bedoeld in artikel 1.4.2-2 van het Onderwijswetboek. Het advies van de Algemene Inspectiedienst kan op eigen initiatief worden uitgebracht. Het gebruikelijke klasmeubilair, de reprografieapparatuur die bekend staat als "fotokopieerapparaten" en het digitale deel van de manuele, technische, technologische en digitale opleiding (FMTTN) zijn van deze lijsten uitgesloten.

Dit lesmateriaal is uitsluitend bestemd voor gebruik door leerlingen en leden van het onderwijzend personeel in het kader van de in lid 2 bedoelde leeractiviteiten."

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Titel II vervangen door de volgende tekst:

"Titel II. - Financiering van de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische instrumenten en lesmateriaal en literatuurboeken".

Art. 6. Artikel 4, lid 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"De regering verstrekt jaarlijks in totaal 3.657.000 euro aan subsidies. Dit bedrag is bestemd voor de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische instrumenten en lesmateriaal en literatuurboeken".

Art. 7. In artikel 5, §§ 8 tot 11, van hetzelfde decreet, worden de woorden "en -materiaal" ingevoegd na de woorden "lesinstrumenten".

Art. 8. In artikel 7 van hetzelfde decreet, worden de woorden "en -materiaal" ingevoegd na de woorden "lesinstrumenten".

Art. 9. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de paragrafen 3 en 4 worden vervangen door de volgende tekst:

"§ 3. Indien bij een controle, bedoeld in de eerste paragraaf, blijkt dat een leerboek of digitaal hulpmiddel of lesmiddel waaraan geen label is toegekend, met behulp van de subsidie, bedoeld in artikel 4, is aangeschaft, moet het bedrag van de subsidie dat op deze aanschaf betrekking heeft, binnen zestig dagen aan de regeringsdiensten worden terugbetaald.

§ 4. Indien bij een controle, bedoeld in de eerste paragraaf, blijkt dat een leerboek of digitaal hulpmiddel of lesmiddel dat niet voldoet aan de vereisten bedoeld in artikel 3, § 1, 2° en 3°, is aangeschaft met behulp van de subsidie, bedoeld in artikel 4, moet het bedrag van de subsidie met betrekking tot deze aanschaf binnen zestig dagen aan de regeringsdiensten worden terugbetaald."

b) artikel 8 wordt aangevuld met de volgende paragraaf 5:

"§ 5. Indien bij een controle, bedoeld in de eerste paragraaf, blijkt dat met behulp van de subsidie, bedoeld in artikel 4, lesmiddelen zijn aangeschaft die niet voorkomen op de lijsten, bedoeld in artikel 3, vierde paragraaf, of die niet voldoen aan de eisen, bedoeld in artikel 3, § 1 en § 4, moet het bedrag van de subsidie dat op deze aanschaf betrekking heeft, binnen zestig dagen aan de regeringsdiensten worden terugbetaald."

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een artikel 11bis ingevoegd dat luidt als volgt:

"Artikel 11bis. Voor het gewoon onderwijs kan de in artikel 4 bedoelde subsidie worden gebruikt voor lesmateriaal vanaf het schooljaar waarin de inrichtingen beginnen met de organisatie van de leeractiviteiten van de gemeenschappelijke kern.

Voor het gespecialiseerd onderwijs kan de in artikel 4 bedoelde subsidie vanaf het schooljaar 2022-2023 voor het lager onderwijs en vanaf het schooljaar 2026-2027 voor het secundair onderwijs worden gebruikt voor lesmateriaal."

Art. 11. In de artikelen 24 en 34 van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren voor de verwezenlijking daarvan, worden de woorden "in artikel 6" vervangen door de woorden "in artikel 1.4.1-1 van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs".

Art. 12. In het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap, worden in artikel 3 de woorden "17. een met redenen omkleed advies uit te brengen over de verdeling van de kredieten bestemd voor de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, lesmiddelen en literatuurboeken binnen de scholen overeenkomstig artikel 5, § 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 5° van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, lesmiddelen en literatuurboeken binnen de schoolinrichtingen." vervangen door de woorden "17. een met redenen omkleed advies uit te brengen over de verdeling van de kredieten bestemd voor de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, lesmiddelen en materialen en literatuurboeken binnen de scholen overeenkomstig artikel 5, § 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 5° van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, lesmiddelen en -materiaal en literatuurboeken binnen de schoolinrichtingen."

Art. 13. Voor de uitvoering van de machtiging bedoeld in artikel 3, § 4, van het voornoemde decreet van 7 februari 2019, zoals gewijzigd bij artikel 4, c), van dit decreet, heeft het besluit tot vaststelling van de in die bepaling bedoelde lijsten uitwerking met ingang van het schooljaar 2022-2023.

Art. 14. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van het schooljaar 2022-2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 februari 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en Toezicht op Wallonie-Bruxelles
Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan
de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 484-1 – Amendement(en) in de commissie, nr. 484-2 - Verslag van de commissie, nr. 484-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 484-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 484-5

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 8 februari 2023

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/40592]

9 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le modèle d'attestation de fréquentation délivrée au terme des formations professionnelles continues en exécution de l'article 6.1.6-6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, son article 6.1.6-6 ;

Vu le « Test genre » du 13 septembre 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, conclu en date du 10 janvier 2023 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 9 janvier 2023 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les modèles d'attestation de fréquentation délivrées au terme des formations professionnelles continues en exécution de l'article 6.1.6-6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire sont repris en annexes 1 et 2.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 août 2023.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 février 2023.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR